

Examen au cas par cas pour les PLU

1. Intitulé du projet et état d'avancement

Procédure concernée	Territoire concerné
Elaboration du PLU (passage du POS en PLU)	Commune de Bellegarde-Poussieu - 38
Date de débat du PADD	8 mars 2017

2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable	Stéphanie BOISAUBERT, Maire de Bellegarde-Poussieu
Courriel	gpso.bellegarde-poussieu@territoire-de-beaurepaire.fr

3. Caractéristiques principales de la procédure

3.1.Caractéristiques générales du territoire	
Nom de la commune concernée	Bellegarde-Poussieu (38)
Nombre d'habitants concernés (au dernier recensement général de la population)	Population totale : 999 habitants
Nombre d'habitants permanents et en période touristiques	Ø
Superficie du territoire	16,79 km ²

3.2.Quels sont les objectifs de cette procédure (Annexe : la délibération engageant la procédure)
<p>L'objectif général est de conserver et affirmer le caractère de village de la commune. Pour atteindre cet objectif, les thèmes suivants sont déclinés :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Habitat / Construction :<ul style="list-style-type: none">- Diversifier l'habitat tout en respectant une harmonie architecturale des constructions, pour protéger l'environnement paysager : la commune est implantée sur un coteau, visuellement sensible depuis la plaine.- Densifier les zones construites pour limiter l'éparpillement des constructions : la diffusion de l'habitat le long des voies de communication à éloigner les constructions du centre village,- Favoriser la construction de logements locatifs sociaux, de logements destinés aux personnes âgées indépendantes

- Economie :
 - Permettre la construction de locaux commerciaux dans le centre du village ainsi que l'extension de locaux existants : il s'agit d'assurer une mixité des fonctions et de pérenniser l'emploi sur la commune
 - Permettre l'extension de la zone artisanale
- Agriculture / Environnement :
 - Maintenir la zone agricole : la commune compte encore de nombreux exploitants pour lesquels il faut maintenir une zone d'exploitation fonctionnelle.
 - Protéger les zones de coteaux : qui sont notamment couvertes par des aléas naturels avec des enjeux de gestion des eaux pluviales,
 - Favoriser la biodiversité et protéger la flore,
 - Favoriser le développement des énergies renouvelables.
- Tourisme :
 - Favoriser le développement des gîtes et/ou l'agro-tourisme de type « camping à la ferme »
 - Préserver le patrimoine naturel, facteur de développement touristique

La commune est traversée par le chemin de Saint Jacques de Compostelle qui pourrait être un appui à ce développement et favoriser l'économie de la commune.

3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement

(Annexe : PADD débattu par le Conseil Municipal)

Le projet s'organise autour de 4 grandes orientations permettant d'aborder toutes les thématiques pour une gestion durable du territoire et de protection de l'environnement.

Le projet permet de **raisonner et d'organiser le développement** de la commune en priorisant le bourg pour l'accueil de nouveaux habitants. Parallèlement ce cadrage du développement assure une préservation des espaces agricoles et naturels.

Le projet permet ainsi de ne pas augmenter la consommation foncière globale avec un objectif de 5 ha de terres constructibles pour les 12 prochaines années. Cette consommation est équivalente aux 10 années passées mais avec un objectif de production de logement supérieur. En lien avec les orientations du SCOT, le PLU offre une capacité pour environ 60 logements pour les 12 ans.

Pour atteindre ces objectifs, plusieurs actions sont mises en place :

- Diversifier les formes d'habitat pour tendre vers des formes moins consommatrices d'espace, principalement dans les OAP.
- Autoriser le changement de destination permettant de ne pas consommer de nouvelles terres.

Pour une cohérence du développement sur la durée, l'accueil de nouveaux habitants est replacé dans le contexte des équipements et du cadre de vie :

- Organiser et intégrer un maillage modes doux au sein des opérations (orientation 3)
- Sécuriser les déplacements notamment vers les équipements sportifs (orientation 3)
- Faire évoluer les équipements existants (orientation 3)
- Répondre aux besoins des différentes classes d'âge, notamment au travers des logements adaptés. (orientation 2)

Parallèlement, la commune affiche dans son projet sa volonté de **maintenir l'activité économique et la mixité des fonctions**. Cette action passe notamment par le développement mesuré de la zone d'activités.

L'économie de la commune est également étroitement liée à l'activité agricole. Le projet prend en compte les exploitations pour leur maintenir une zone de fonctionnement adaptée, des accès pertinents et des capacités de développement. (Orientation 4)

Le projet se place aussi dans une approche globale de l'environnement qui permet de préserver les espaces naturels remarquables comme les zones humides ou les corridors écologiques (orientation 1). Le recensement des enjeux environnementaux permet ainsi d'inscrire le développement de la commune dans le respect de son territoire.

La LPO a mené une étude environnementale

La commune a engagé la réalisation de sa carte des aléas pour une meilleure intégration au PLU des risques.

La commune bénéficie d'une diversité écologique intéressante dont la protection est inscrite au PADD (orientation 1). Ainsi, le PLU affiche :

- Un espace naturel sensible locale de la Salette.
- Des zones humides.
- Un espace de sensibilité paysagère au SCOT.

3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure

(Annexe : plan de zonage du POS en vigueur)

Habitat et développement :

- Délimitation des hameaux en zone urbaine, au lieu de la zone NC au POS
- Remise en cause des zones NB qui participe à l'étirement de l'urbanisation
- Identification des constructions patrimoniales
- Identification des constructions pouvant faire l'objet d'un changement de destination en zone agricole et naturelle selon des critères paysagers, de non remise en cause de l'activité agricole et de capacité des réseaux.

Economie :

- Reclassement de la zone d'activités de NAI à la zone urbaine (Ui) suite à la construction des bâtiments

Paysage, environnement :

- Identification des zones humides sur le règlement graphique et écrit
- Identification des haies à préserver.
- Maintien des espaces boisés mais avec une vérification de la réelle occupation des terres pour des adaptations
- Identification d'un secteur de qualité paysagère à préserver sur le coteau avec zonage spécifique

Agriculture :

- Redéfinition des espaces agricoles et naturels
- Identification des bâtiments recevant des animaux sur le document graphique

Risque

- Intégration de la carte des aléas au règlement

De manière globale, intégration des dernières évolutions réglementaires liées aux Loi Alur, LAAAF et pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques.

3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autres types de procédures ou consultation réglementaires ?

Hypothèse d'un STECAL non confirmé pour l'installation d'un parc photovoltaïque qui manque actuellement de justification au regard du SCOT : s'il se confirme, il sera soumis à la CDPENAF.

3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par ...

Les dispositions de la Loi Montagne	Non
Les dispositions de la Loi Littoral	Non
Une DTA	DTA de la métropole lyonnaise
Un SCOT, un schéma de secteur Ont-ils été élaborés selon les dispositions de la Loi Grenelle 2 ?	Scot de la région Urbaine Grenobloise Il a été élaboré selon les dispositions du grenelle 2
un (ou plusieurs) SDAGE ou SAGE ? Si oui, le(s)quel(s) ?	SAGE Bièvre-Liers-Valloire piloté par le Syndicat d'aménagement hydraulique de Bièvre-Liers-Valloire Dans le cadre du SAGE Bièvre - Liers - Valloire, le Syndicat d'aménagement hydraulique de Bièvre Liers Valloire réalise une étude hydromorphologique sur l'ensemble des cours d'eau (phase diagnostic en cours). La commune n'est pas concernée par un contrat de milieux

3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale.

Le POS en vigueur n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale.

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain	
Quels sont les objectifs du projet de PLU en matière de maîtrise de la consommation d'espaces	<p><u>Le projet du PLU fixe un maintien de la consommation de l'espace liée au développement de l'habitat :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Depuis 2006 (depuis 10 ans) : 14 logements réalisés pour une surface consommée de près de 3 ha soit une moyenne de 1,4 log/an à destination de maisons individuelles. Mais un total avec les permis de construire accordés de 5 ha. Objectif de la commune : Diversifier les formes urbaines au travers la délimitation d'OAP. <p><u>Pour l'activité économique - Zone d'activités :</u> Aucune consommation de nouvelles terres n'est prévue.</p> <p><u>Pour les équipements :</u> les besoins des dernières années ont pu être satisfaits par les équipements existants. Pour l'avenir, les besoins seront également satisfaits dans par les équipements existants avec une évolution possible du bâtiment public dénommé « le foyer » comme une réhabilitation pour conforter son rôle.</p> <p><u>Paysage/environnement :</u> protection des zones humides, maintien des coupures vertes agricoles ou naturelles dont celles identifiées au SCOT comme coupure paysagère secondaire, zonage spécifique pour les secteurs d'enjeux paysagers.</p>
Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées	

<p>Sur quelle perspectives de développement (<i>démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée</i>) du territoire s'appuient ces objectifs de la consommation d'espaces ?</p>	<p>Ces objectifs s'appuient sur une <u>perspective démographique</u> de 5 logements en moyenne par an soit 60 logements pour les 12 prochaines années.</p> <p>Les objectifs chiffrés de limitation de la consommation de l'espace ont été définis au regard des nouvelles densités bâties envisagées sur le bourg, moins consommatrices de terres.</p> <p>Pour le <u>développement économique</u> : le maintien du périmètre de la ZA sans extension s'appuie sur la disponibilité restante au sein de la zone.</p> <p>Le <u>développement touristique</u> n'est pas la vocation première de la commune. Une démarche est néanmoins affirmée dans le PADD en lien avec le passage du chemin de Saint Jacques de Compostelle. Ce projet n'impacte pas directement le PLU car il s'agit principalement d'une meilleure signalétique et de valoriser l'accessibilité de la commune.</p> <p>Le maintien et l'amélioration des <u>équipements publics existants</u> envisagés dans l'enveloppe du bourg répond à l'objectif du PADD d'un projet équilibré entre accueil de la population et équipements et services.</p>
Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaines parties du territoire :	
Oui/Non	Oui
<p>Si oui : quelle est approximativement la surface consommée ?</p>	<p>HAMEAUX de Miancon et Bataillouse :</p> <p>Cette ouverture est liée au classement des hameaux en zone urbaine au lieu de NC mais en limitant à l'enveloppe bâtie existante et en tenant compte de l'enveloppe potentiel de développement définie par le SCOT.</p> <p>BOURG :</p> <p>Le développement de la commune étant principalement assuré dans l'enveloppe bâtie, il n'y a pas d'ouverture complémentaire par rapport au POS. Les zones étaient déjà soit en zone U ou NA dans le POS.</p>

<p>Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (<i>densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...</i>) ont été préalablement examinées ?</p>	<p>Le potentiel foncier a fait l'objet de la démarche suivante :</p> <div data-bbox="603 315 1374 869"> <p>Phase de repérage</p> <p>Zones U à priori libre</p> <p>↓</p> <p>Filtre environnemental/risque et paysager</p> <p>↓</p> <p>Zones U à priori libres sans contraintes fortes</p> <p>↓</p> <p>Terrain</p> <p>↓</p> <p>Zones U réellement libres</p> <p>↓</p> <p>Phase d'analyse</p> <p>Prise en compte de différents indicateurs</p> </div> <p>Ainsi, un travail à la parcelle a été réalisé sur le bourg et les hameaux, permettant d'évaluer le nombre de logements disponibles en dents creuses.</p>
<p>Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation (<i>sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...</i>).</p>	<p>HAMEAUX :</p> <p>Classement de hameaux en zone urbaine - dents creuses : Ces dents creuses correspondent à des parcelles insérées entre 2 constructions. Bien qu'elles aient un caractère agricole, leur exploitation et leur fonctionnement agricole n'est pas optimal.</p> <p>BOURG :</p> <p>Les zones de développement envisagées étaient déjà identifiées comme tel dans le POS :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Site près de l'école : <ul style="list-style-type: none"> - Parcelle enherbée entretenu mais non agricole : - Proximité immédiate des commerces et des équipements. Objectif : favoriser les déplacements piétons pour les déplacements de proximité. - Parcelles en partie impactées par la carte des aléas – l'aléa est intégré au projet. ▪ Site près de la Mairie <ul style="list-style-type: none"> - Parcelle en friche - Proximité immédiate des commerces et des équipements. Objectif : favoriser les déplacements piétons pour les déplacements de proximité. <p>Concernant les déplacements, le positionnement de ces zones se réalise sur les principaux axes de la commune. Néanmoins afin de prendre en compte l'augmentation certaine du trafic, le PADD présente une action en faveur des modes doux.</p>

	<p>Concernant la localisation :</p> <p>Ces zones sont à proximité immédiate des équipements et des commerces. L'objectif est de favoriser les modes doux pour des déplacements courts.</p>
--	--

4.2.Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Zone Natura 2000		x	
Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?		x	
Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional		x	
Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ?		x	
Arrêté préfectoral de protection de biotope ?		x	
Continuité écologique connue (réseau écologique Rhône-Alpes...) ? Continuité repérée par la commune ou l'intercommunalité, document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ou par un schéma régional de cohérence écologique (SRCE) approuvé	x		<p>Plusieurs niveaux de continuités écologiques sont identifiés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un corridor à restaurer dans le SRCE - Un réservoir de biodiversité relevé par le SCOT et correspondant à l'espace naturel sensible de la Salette. <p>↳ Dans le PLU, les haies, les bosquets et les grands ensembles boisés sont protégés pour garantir le maintien de la trame verte.</p> <p>↳ le réservoir de biodiversité fait l'objet d'un zonage spécifique.</p>

4.2.Milieux naturels et biodiversité - suite			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ? Repérée par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire du Conseil général...) ? Ou identifiée au titre de la convention de RAMSAR ?	x		Outil d'identification : - Conservatoire des espaces naturels de l'Isère Les zones humides connues sont prises en compte pour les préserver de toute urbanisation. Elles sont présentées dans le rapport de présentation et seront soit classées en zone naturelle ou agricole.

4.3.Paysages, patrimoine naturel et bâti			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (monuments historiques et leurs périmètres de protection, élément inscrit au patrimoine de l'UNESCO, sites archéologiques) ?		x	
Site classé ou projet de site classé ?		x	
Site inscrit ?		x	
Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		x	
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		x	
Directive de protection et de mise en valeur des paysages ?		x	
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ?		x	

4.4.Ressource en eau			
Captages : Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs)	Oui	Non	Si oui, précisez lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?	x		Captage de Mourelet sur la commune voisine de Moissieu sur Dolon. La commune est concernée par le périmètre de protection éloignée. Aucun projet n'est prévu dans cette zone qui est maintenue en zonage agricole avec un indice.
Des 500 captages prioritaires Grenelle 2 ?		x	
De captages repérés par un SDAGE ?		x	
Usages	Oui	Non	Si oui, précisez
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages?	x		La commune est alimentée par la ressource de Mourelet. Le syndicat dispose et gère quatre points de prélèvement : deux forages dans des nappes phréatiques (Bièvre Lier Valloire) qui couvrent plus de 95% des besoins et deux captages de sources complémentaires. La définition du zonage associe le syndicat des eaux et l'exploitant : - Ainsi, il a été précisé que le développement ne pose pas de problème d'alimentation au regard des opérations et du nombre de logements envisagés sur le bourg. - Pour le hameau de Bataillouse, le réseau (taille des canalisations) est insuffisant pour poursuivre le développement mais la ressource est suffisante.
Y a-t-il risques de conflits entre ces différents usages ?		x	
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		x	

<p>Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?</p>		<p>▪ <u>Assainissement collectif au village :</u> La commune fait partie du syndicat intercommunal des eaux Dolon-Varèze (SIEDV). Le Syndicat assure la collecte des eaux usées domestiques pour les acheminer vers une station d'épuration. Ainsi le Syndicat exploite 8 stations d'épuration pour le traitement de ces eaux usées avant rejet vers le milieu naturel.</p> <p>D'après le schéma directeur d'assainissement mis à jour en parallèle du PLU :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le réseau existe et est globalement en bon état même s'il demande quelques opérations d'entretien et de réhabilitation - Une station d'épuration de lagunage naturel. <p>Il n'existe pas de projet d'assainissement collectif programmé à ce jour sur la commune.</p> <p>x Le réseau d'eaux usées est entièrement de type séparatif.</p> <p>La capacité nominale est de 600EH. Elle reçoit actuellement 629 EH. Sa saturation est donc de 105%.</p> <p>Un bilan 24H a été établi fin 2016 avec la convention du département (bilan réalisé tous les ans) : les eaux traitées, sans être de bonne qualité du fait des MEST rejetées, respectent les seuils sur les paramètres de la DBO5 et de la DCO.</p> <p>Le milieu récepteur est le ruisseau Le L'Ambroz</p> <p>Une étude est en cours pour étudier les hypothèses d'évolution de la lagune.</p> <p>Le développement prévu s'inscrit dans la forme bâtie existante, ne nécessitant pas une extension du réseau.</p>
--	--	---

4.5.Sols et sous-sols, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (<i>base de données BASOL</i>) ?		x	
Anciens sites industriels et activités de services (<i>base de données BASIAS</i>) ?		x	
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?		x	
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?		x	

4.6.Risques et nuisances			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Risques ou aléas naturels (<i>inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...</i>), industriels, technologiques, miniers connus ?	x		La commune a mené en parallèle du PLU, la réalisation de sa carte des aléas. L'intégration de cette carte au document graphique du PLU assure une prise en compte des aléas.
Plans de prévention des risques (<i>naturels, technologiques, miniers</i>) approuvés ou en cours d'élaboration ?		x	
Nuisances connues (<i>sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i>) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?		x	
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?		x	

4.7.Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		x	
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ?		x	
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?	x		Projet privé de parc photovoltaïque non confirmé mais évoqué dans le cadre de la concertation. Ce projet doit encore être justifié au regard des orientations du SCOT et de son impact sur le paysage et l'agriculture

5. Éléments complémentaires que la commune souhaite communiquer (facultatif)

--

6. Annexes (rappel)

Élaboration ou révision «générale» (article L. 123-13, I, CU) de PLU ou PLUi	Projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale	x
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	x
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, CU) et les déclarations de projet impactant un PLU :	Le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint	
Pour tous	Délibération prescrivant la procédure	x